

## **Recommandations de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement concernant les modifications à apporter à C-12, le projet de loi sur la responsabilité climatique afin d'atteindre la carboneutralité**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît les changements climatiques comme la plus grande menace mondiale pour la santé au 21<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. À l'Association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME), nos médecins membres constatent déjà les effets des changements climatiques sur la santé des gens au pays. Il est crucial que le Canada adopte une loi forte sur la responsabilité climatique.

### **Résumé des recommandations**

Le projet de loi C-12 comporte certains des éléments clés qui ont permis à des lois similaires portant sur la responsabilité climatique de réussir à l'échelle internationale. Cependant, sans les amendements suivants, cette législation ne réussira pas à rendre le gouvernement responsable d'établir et d'atteindre des cibles de réduction d'émissions ambitieuses :

1. Une cible d'émissions de 2025 ;
2. Un organisme indépendant d'experts et de scientifiques disposant de son propre secrétariat et de sa propre capacité de modélisation du climat, et rendant des comptes au Parlement, et non seulement au ministre de l'Environnement ; et,
3. Un alignement explicite avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

### **Les changements climatiques sont le plus grand défi de santé du XXI<sup>e</sup> siècle.**

Les changements climatiques aggravent l'asthme et les évacuations causées par les feux de forêt ; augmentent la mortalité et la morbidité secondaires aux vagues de chaleur ; allongent et amplifient les saisons d'allergies ; posent des problèmes de sécurité alimentaire ; accélèrent la propagation de la maladie de Lyme ; et augmentent le risque de nouvelles pandémies. Les impacts sont ressentis d'abord et surtout dans le Grand Nord canadien, par les femmes, les enfants, les personnes racisées et les peuples autochtones<sup>2,3</sup>. Une récente étude de l'Université Harvard a estimé que 18 % des décès prématurés dans le monde sont causés par la pollution atmosphérique liée aux combustibles fossiles<sup>4</sup>. Santé Canada a récemment conclu que 15 300

<sup>1</sup> World Health Organization (WHO), "WHO calls for urgent action to protect health from climate change," in *Climate change and human health*, World Health Organization (WHO), accessed May 14, 2021, <https://www.who.int/globalchange/global-campaign/cop21/en/>.

<sup>2</sup> Canadian Public Health Association (CPHA). "Position Statement: Climate Change and Human Health," *Canadian Public Health Association*. (2019), <https://www.cpha.ca/sites/default/files/uploads/policy/positionstatements/climatechange-positionstatement-e.pdf>.

<sup>3</sup> Balgis Osman-Elasha, "Women...In The Shadow of Climate Change," in *UN Chronicle*, United Nations, accessed May 14, 2021, <https://www.un.org/en/chronicle/article/women-in-shadow-climate-change>.

<sup>4</sup> Karn Vohra, Alina Vodonos, Joel Schwartz, Eloise A. Marais, Melissa P. Sulprizio, Loretta J. Mickley, "Global mortality from outdoor fine particle pollution generated by fossil fuel combustion: Results from GEOS-Chem," *Environmental Research*, Volume 195 (2021) doi.org/10.1016/j.envres.2021.110754, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0013935121000487#>.

personnes au Canada sont mortes en 2016 de la pollution atmosphérique<sup>5</sup>. Le Canada continuera de se réchauffer jusqu'au milieu du siècle, quelles que soient les émissions actuelles. Si le monde poursuit sa trajectoire actuelle de fortes émissions, les impacts sur la santé et les systèmes de santé devraient être catastrophiques lorsque les nouveaux-nés d'aujourd'hui atteindront la soixantaine<sup>6</sup>. Les perturbations des infrastructures, des chaînes d'approvisionnement et des professionnels de la santé constituent des risques pour la stabilité des systèmes de santé eux-mêmes<sup>7</sup>.

**Pour cette raison, l'accord de Paris sur le changement climatique est considéré comme le traité le plus important au monde en matière de santé<sup>8</sup>.**

Les lois sur la responsabilité climatique ont fait leurs preuves ailleurs dans le monde, en permettant aux pays d'apporter une réponse saine aux changements climatiques. Pour citer un exemple de bonnes pratiques dans le domaine de la santé, au Royaume-Uni, les budgets carbone contraignants établis dans la loi de 2008 sur les changements climatiques ont permis d'améliorer l'efficacité du secteur de la santé comme jamais auparavant : les émissions du *National Health Service* (NHS) ont diminué de 18,5 % entre 2007 et 2017, tandis que les niveaux d'activité clinique ont augmenté<sup>9</sup>.

En 2020, le Comité sur les changements climatiques, l'organe consultatif scientifique indépendant qui rend des comptes au Parlement, a réuni le groupe consultatif d'experts en santé du Royaume-Uni pour le conseiller sur l'élaboration d'une approche permettant d'évaluer les effets sur la santé du sixième budget carbone. Ce groupe a produit une analyse des moyens d'optimisation de la santé et l'équité par des mesures qui réduisent également les émissions de gaz à effet de serre, en examinant en détail les cobénéfices pour la santé d'éléments tels que : une transition énergétique juste, qui sauve des vies en améliorant la qualité de l'air ; un système de transport qui favorise les déplacements actifs, ce qui réduit les maladies chroniques ; et un système alimentaire durable, résilient et sain<sup>10</sup>.

**L'aplatissement de la courbe des émissions de gaz à effet de serre doit être considéré comme aussi essentiel à la santé de la population qu'est l'aplatissement de la courbe des infections à COVID-19.**

Le Canada n'a pas réussi à atteindre aucun des cibles climatiques internationales fixées. Nous sommes le seul pays du G7 dont les émissions ont augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris en 2016. Cela n'est pas représentatif de la valeur que nous accordons au bien-être et que nous avons mis en action durant la pandémie de COVID-19. Les enfants sont

<sup>5</sup> Health Canada, "Health Impacts of Air Pollution in Canada: Estimates of morbidity and premature mortality outcomes – 2021 Report," *Health Canada/Public Health Agency of Canada*, (2021) Cat.: H144-51/2021E-PDF, ISBN: 978-0-660-37331-7, Pub.: 200423, <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/publications/healthy-living/2021-health-effects-indoor-air-pollution.htm>

<sup>6</sup> Courtney Howard, Chris Buse, Caren Rose, Andrea MacNeill, and Margot Parkes. "The 2019 Lancet Countdown on Health and Climate Change: Policy brief for Canada," Canadian Medical Association, (2019), <https://www.cma.ca/2019-lancet-countdown-health-and-climate-change-policy-brief-canada>.

<sup>7</sup> Courtney Howard, Chris Buse, Caren Rose, Andrea MacNeill, and Margot Parkes. "The 2019 Lancet Countdown on Health and Climate Change: Policy brief for Canada," Canadian Medical Association, (2019), <https://www.cma.ca/2019-lancet-countdown-health-and-climate-change-policy-brief-canada>.

<sup>8</sup> "The Paris Agreement Is a Health Agreement - WHO," [unfccc.int](https://unfccc.int/news/the-paris-agreement-is-a-health-agreement-who) (United Nations - Climate Change, May 3, 2018), <https://unfccc.int/news/the-paris-agreement-is-a-health-agreement-who>.

<sup>9</sup> Sustainable Development Unit, "Reducing the use of natural resources in health and social care: 2018 report," [https://networks.sustainablehealthcare.org.uk/sites/default/files/resources/20180912\\_Health\\_and\\_Social\\_Care\\_NRF\\_web.pdf](https://networks.sustainablehealthcare.org.uk/sites/default/files/resources/20180912_Health_and_Social_Care_NRF_web.pdf).

<sup>10</sup> Alice Munro, Tammy Boyce, Michael Marmot. "Sustainable Health Equity: Achieving a Net-Zero UK," Institute of Health Equity (October 2020) <https://www.theccc.org.uk/publication/ucl-sustainable-health-equity-achieving-a-net-zero-uk/>.

restés à la maison, loin de l'école et des activités, pendant une grande partie de la dernière année, afin de protéger les adultes, plus touchés par le COVID-19. Il est temps de leur dire merci en protégeant leur santé : pour ce faire, il faut atteindre et dépasser les objectifs climatiques du Canada.

### **Il est bien connu que ce qui est mesuré, est fait.**

Le projet de loi C-12 comporte certains des éléments clés qui ont permis à des lois similaires portant sur la responsabilité climatique de réussir à l'échelle internationale :

1. L'établissement d'un cadre portant sur la responsabilité climatique ;
2. L'exigence d'établir des objectifs climatiques nationaux ; et,
3. La création d'un plan de réduction des émissions et de rapports réguliers sur les progrès réalisés.

Cependant, le projet de loi oublie certains des autres éléments clés nécessaires à sa réussite. Sans ces éléments, cette loi ne parviendra pas à rendre le gouvernement responsable des cibles de réduction d'émissions pour les décennies à venir.

Trois aspects essentiels pour la responsabilité et l'ambition sont :

1. Une cible d'émissions pour 2025 ;
2. Un organisme indépendant d'experts et de scientifiques disposant de son propre secrétariat et de sa propre capacité de modélisation du climat, et rendant des comptes au Parlement, et non seulement au ministre de l'Environnement ; et,
3. Un alignement explicite avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

### **Recommandation 1 : Une cible pour 2025**

Le projet de loi C-12 doit être modifié pour s'aligner avec nos engagements déterminés au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Notre exigence de faire rapport en 2025 en vertu de l'accord de Paris ne remplace pas l'inclusion de 2025 comme première année dans cette loi sur la responsabilité. La lutte contre les changements climatiques a été systématiquement retardée pendant des décennies : un objectif et une exigence de rapport pour 2025 nous donneront l'impulsion nécessaire d'apporter, aujourd'hui, les changements indispensables à une réduction substantielle des émissions d'ici 2030. En l'absence d'un objectif pour 2025, il est moins probable que nous fassions maintenant les investissements qui nous permettront d'atteindre notre objectif pour 2030 et les subséquents<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup>Carl Meyer, "Chair of France's climate council says Canada needs a stronger 2025 target, stronger net-zero advisory body," National Observer (March 3, 2021). <https://www.nationalobserver.com/2021/03/03/news/chair-frances-climate-council-says-canada-needs-2025-target-stronger-net>.

## **Recommandation 2 : Comité consultatif d'experts indépendants**

Le conseil consultatif actuel proposé par le projet de loi C-12 n'a pas le mandat, la structure et le budget nécessaires pour lui permettre d'obliger le gouvernement à rendre des comptes - ce qui est nécessaire pour tout effort de responsabilisation. Le Conseil consultatif doit être composé d'experts scientifiques, y compris d'experts en santé, avec leur propre secrétariat et leur propre capacité de faire de la modélisation climatique. Afin de garantir son indépendance, il doit rendre des comptes au Parlement, et non seulement au ministre de l'Environnement. Le comité doit également être en mesure d'applaudir ou de critiquer publiquement les approches du gouvernement sans crainte de représailles. De plus, l'organisme doit disposer d'un budget substantiel afin d'avoir la capacité analytique nécessaire pour déterminer si la politique climatique du Canada atteindra les objectifs fixés. Enfin, le comité doit être en mesure de produire ses propres rapports, évaluant à la fois la politique et les risques climatiques afin de permettre la planification des mesures d'adaptation nécessaires.

L'actuel Conseil consultatif sur la réduction nette des émissions de gaz à effet de serre est composé d'experts de divers domaines, dont certains possèdent l'expertise scientifique et politique nécessaire pour siéger sur ce type de comité indépendant requis. Toutefois, le comité actuel ne possède pas la structure, les ressources, le mandat ou l'indépendance nécessaires pour assurer la responsabilisation.

## **Recommandation 3 : Alignement explicite avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP)**

La loi sur la responsabilité climatique doit s'aligner explicitement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Le savoir autochtone est une expertise en soi. La santé des peuples autochtones est profondément affectée par les changements climatiques, qui modifient la relation entre les peuples et la terre<sup>12</sup>. Leur santé sera également affectée par la nécessaire transition énergétique<sup>13,14</sup>. Toute évaluation de la responsabilité climatique doit s'aligner sur les droits des peuples autochtones et la diversité régionale des perspectives autochtones.

Le travail que nous entreprenons à l'ACME est ancré dans la recherche, l'éthique et la science des sons. En tant qu'organisation de médecins, cette approche est à la base de notre travail en tant que professionnels de la santé et informe notre approche du changement nécessaire pour faire face à la crise climatique.

---

<sup>12</sup> United Nations Department of Economic and Social Affairs: Indigenous Peoples, "Climate Change," Accessed May 14, 2021 <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/climate-change.html>.

<sup>13</sup> Dave Lovekin, "Unlocking clean energy opportunities for Indigenous communities," Pembina Institute (Feb 24, 2017), <https://www.pembina.org/blog/unlocking-clean-energy-opportunities-indigenous-communities>.

<sup>14</sup> Rhett A. Butler, "Melina Laboucan-Massimo: Catalyzing an Indigenous-led just energy transition," Mongabay: News and Inspiration from Nature's Frontline (March 27, 2021) <https://news.mongabay.com/2021/03/catalyzing-an-indigenous-led-just-energy-transition-qa-with-melina-laboucan-massimo/>.